



L'irrésistible internationalisation des villes et des territoires : De l'importance de l'international dans les élections locales françaises

Février 2019

A l'occasion des élections municipales de 2020 et départementales et régionales de 2021, le programme de recherche se propose de mesurer l'inéluctable intégration de la dimension internationale comme composante des politiques locales. A la lumière des évolutions des référentiels, et des discours des élus, des techniciens et des chercheurs, il propose ainsi de s'inscrire dans l'agenda politique français.

Ce programme s'inscrit dans la continuité d'une première phase de recherche (CUF – CIEDEL – AFD – Région Auvergne Rhône-Alpes), conduite en 2016 et 2017, sur « l'internationalisation des villes et des territoires » qui a confirmé son caractère « irrésistible ».

La recherche avait mis en évidence une transformation des justifications de l'AECT par les différents acteurs, aussi bien étatiques que locaux, y contribuant.

Au discours, auparavant central sur la solidarité et la coopération s'est imposée avec insistance sa subordination aux politiques d'attractivité, de rayonnement au service d'un marketing territorial et d'une stratégie de construction d'image visant pour les collectivités publiques infra-étatiques à, pour chacune, consolider leur position sur la scène internationale.

La recherche du développement économique des territoires se manifeste désormais comme la priorité, même si les impératifs relevant de la contribution des gouvernements locaux à l'aide au développement ne peuvent pas totalement être ignorés. Face à l'inéluctable évolution de la dimension internationale des territoires, voulue ou subie, institutionnelle ou informelle, vécue comme une richesse ou perçue comme un risque, que plus aucun acteur local ne peut nier ni occulter, comment les jeux politiques se construisent-ils ? Quelles articulations se font entre politiques locales et dimensions internationales des territoires ? Celles-ci sont-elles présentées comme des opportunités ou bien comme d'insupportables contraintes ou menaces ? Les acteurs politiques estiment-ils avoir des marges de manœuvre et être en mesure de contribuer à ces évolutions ou à les infléchir ? Les bouleversements récents du paysage politique, la remise en cause de sa structuration historique entre droite et gauche et son impact sur les élections locales trouveront-ils une traduction dans la

relation à l'international des collectivités territoriales ? Dans quelles mesures les transformations institutionnelles des territoires, « intercommunalisation » et métropolisation notamment, influent sur la prise en compte des questions internationales par les concurrents aux élections des différents échelons ? Comment les collectivités territoriales françaises apprécient-elles et envisagent-elles leurs relations internationales au regard de mêmes politiques engagées par les collectivités territoriales relevant d'autres pays ?

La nouvelle phase de la recherche vise donc à identifier comment, au vu des importants changements paradigmatiques en cours, les collectivités territoriales intègrent ou non la dimension internationale dans les politiques locales qu'elles mènent, sous le regard de l'Etat, sur leur territoire ou à l'extérieur, soit en leur nom propre, soit avec les multiples acteurs de leur territoire qui développent également des actions internationales.

On portera une attention particulière aux usages politiques de l'action internationale dans la compétition électorale, aux modes de politisation de l'AECT, que ce soit en positif ou en négatif à l'aune des débats qui vont animer la campagne électorale : critiques des dépenses occasionnées ou à l'inverse plaider en vue d'une contribution à l'attractivité ou encore, plus probable, construction de consensus et formation de coalitions sur la question. Quelle place ce nouveau thème de politique local va-t-il occuper dans les débats ?

La démarche sera construite dans une optique de recherche appliquée, basée sur l'analyse des programmes, sur l'audition / la rencontre de candidats et de membres de leurs services et cabinets et si possible sur la rencontre de collectivités territoriales partenaires pour croiser les regards.

Contacts :

Corinne Lajarge
Responsable de la recherche Internationalisation de villes et territoires
clajarge@univ-catholyon.fr
04 72 77 87 68 (direct) ou 87 50 (standard)

Carol Solórzano Canales
Stagiaire – Recherche internationalisation
csolorzano@univ-catholyon.fr
04 72 77 87 56

CIEDEL – 10 place des archives 69008 Lyon